

ARTICLE 5.

Sont toutefois exceptés de cette clause : les délégués du Sénat, du chapitre et de l'université, ainsi que les juges de paix, que ni la parenté, ni l'affinité, soit entr'eux, soit avec les représentans élus par les collèges électoraux, n'empêchent de siéger à la diète.

ARTICLE 6.

Les attributions de l'assemblée des représentans seront : de voter toutes les lois, tant financières, y compris le budget de l'état, que celles de législation civile et pénale.

Elle examinera en outre les comptes annuels de l'administration publique, et nommera dans son sein une commission des comptes, chargée, dans l'intervalle d'une législature à l'autre, de régulariser et de contrôler la comptabilité de toutes les branches administratives.